

**ESPAGNE**  
**Murcie chasse**  
**le 11 fois violeur**  
**de gamins marocains**

De notre envoyé spécial en Espagne, Aziouz Mokhtari

**Suite de la page 1**  
Plusieurs parmi eux militant dans le mouvement associatif espagnol ont la double nationalité, marocaine et espagnole. Ce qui les prémunit des affres royales marocaines de la répression. C'est parmi eux que se compte la plus grande mobilisation contre la libération du pédophile par Mohamed VI et contre les mensonges éhontés du Makhzen.  
Leïla, animatrice d'une association de femmes travaillant dans les oliveraies de la montagne murcienne, ne décolère pas : «Pourquoi, tout d'abord, le roi d'Espagne a-t-il demandé la libération du criminel et pourquoi le monarque marocain l'a-t-il, toute honte bue et sans même chercher à comprendre, accordée ?»  
Elle conclut, plus révoltée que désabusée, «sommes-nous des moins que rien ? Les 11 gamins marocains violés comptent-ils pour du beurre ? Mohamed VI est-il le roi du Maroc ou celui des pédophiles... ? Il a gracié, m'entendez-vous, un homme qui a commis non pas un viol, ni deux, ni trois, ni quatre, ni cinq, ni six mais onze. Dix plus un, est-ce normal ? Est-ce acceptable ?»  
Abderrahim, sans papiers mais gagnant bien sa vie parce que c'est un brillant bricoleur, un bon touche-à-tout, n'est pas si surpris que cela du décret du roi. «Le Makhzen a toujours protégé les touristes sexuels et ça, tout le monde le sait.» Il ajoute, perspicace, : «Par ce pardon, eux (les décideurs, ndr) ont voulu signifier aux touristes sexuels qu'il n'y avait rien à craindre de la loi, de la réglementation et que tout peut continuer comme avant.» Le ton monte vite entre les Marocains, les «double» (Marocains et Espagnols) et Espagnols. L'une des représentantes du mouvement anti-décret du pardon pour le pédophile incriminé, pour ce qui la concerne, Juan Carlos, le roi d'Espagne, son roi «pourquoi a-t-il quémandé la libération du pédophile ? De quel droit le fait-il ? Est-ce normal ?  
La presse espagnole a fouiné, a enquêté sur l'affaire. Conclusion : le violeur espagnol des onze gamins marocains est un Irakien d'origine, qui a obtenu la nationalité espagnole pour services rendus lors de la deuxième guerre d'Irak et de la chute de Seddam Hussein.  
Ce serait un informateur (un zefaf comme on dit en Algérie) de premier choix. Il renseignait les Espagnols en premier et laissait quelques autres bribes, du petit renseignement, au Makhzen. Il aurait obtenu plusieurs faveurs royales au Maroc et jouirait, selon la presse espagnole, de solides protections. En prison, il était traité avec les honneurs dus à son statut d'ami de ceux d'en haut ; d'un mot, l'intime des intimes du roi. Mine aqrab el moqarrabine (l'un des proches parmi les proches).  
Pour autant, selon *El Pais* et *El Mundo*, les deux principaux titres de la presse espagnole, l'un de centre gauche, l'autre de centre droit, celui du parti de M. Rajoy au pouvoir, Juan Carlos aurait demandé non pas la grâce royale pour le violeur mais son extradition, simplement. En toute vraisemblance, L'Espagne voulait effacer toute trace de collaboration de cet agent encombrant. Madrid a, sans doute, cherché à le «loger» en péninsule ibérique plutôt qu'ailleurs, le violeur étant aussi, pour corser le tout, un bavard intarissable et un fameux descendeur de bouteilles de whisky. Dans sa prison dorée au Maroc, ce précieux liquide et d'autres victuailles ne manquaient jamais dans la cellule 5-étoiles du criminel.  
Craint, le 11 fois violeur était aussi sollicité pour les précieux services qu'il pouvait rendre à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison. Les épaules larges, il était disponible et se rendait incontournable. Il se savait en plus protégé en haut et attendait tranquillement son bon de sortie.  
La rapidité avec laquelle le décret de Mohamed VI a été appliquée laisse pantois. Dès publication du Dhahir de la honte, le violeur était non seulement libre mais en Espagne l'après-midi. Les modalités de sortie et les formalités d'usage étaient préparées à l'avance. Ce qui ajoute au désapointment des militants des droits de l'enfant, des familles des victimes et des opinions publiques, tant marocaine qu'espagnole. A Murcia toujours. La nouvelle de l'arrestation du criminel et son transfert vers Madrid se répand comme une traînée de poudre.  
A Alicante, toute proche, fière de sa belle partie méditerranéenne, les discussions vont bon train autour de l'affaire. Le 11 fois violeur de gamins du Maroc n'a pas encore livré tous les secrets de ses accointances avec le Makhzen. Murcia la rurale, paisible est soulagée que le criminel quitte les lieux et rejoigne, menottes aux poings, Madrid. Ceux de Murcia suivront l'évolution de la situation mais ne lâcheront pas la pression. «Ecrivez-le, écrivez-le, monsieur le journaliste, dites que ce violeur passera 30 ans en prison». Justice donc à Madrid.

A. M.

**RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION**  
**SÉCURITAIRE ALGÉRO-TUNISIENNE**  
**Medelci exclut toute intervention**  
**militaire algérienne en Tunisie**

**Le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a coupé court hier, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue tunisien, aux multiples supputations quant à une intervention militaire algérienne sur le sol tunisien dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -**  
D'un ton ferme, le ministre des Affaires étrangères algérien, qui achevait quelques instants auparavant une discussion à huis clos avec son homologue tunisien, Othman Jarandi, a rappelé ce qu'il convient d'apprécier comme un postulat de base pour l'Algérie : ne jamais intervenir militairement sur un sol étranger, quand bien même ce serait un territoire ami.  
«La coopération militaire a des lignes rouges. L'Algérie ne peut pas intervenir directement sur un territoire étranger», a-t-il affirmé, répondant à une question relative à la nature de la coopération sécuritaire dont on soutient, d'un côté comme d'un autre, qu'elle est renforcée à la lumière des derniers développements sécuritaires que vit la Tunisie, notamment dans sa région frontalière avec l'Algérie.  
Lorsque la journaliste de l'AFP à Alger relança la question, Mourad Medelci l'a coupée pour lui rappeler qu'il a déjà répondu à la question. Mais pas

que cela. A son adresse, il ajouta : «Ne vous attendez pas qu'on vous dise ici quelle est la stratégie opérationnelle et la couleur des treillis.»  
Si Mourad Medelci et son homologue tunisien ne sont pas allés jusqu'à détailler les points d'articulation de la coopération sécuritaire, il n'en demeure pas moins qu'ils ont soutenu tour à tour que cette dernière, multiforme, vient d'être renforcée pour faire face au terrorisme. «Cette coopération, bien réelle, est une exigence. Il faut l'adapter à la nouvelle situation. Elle profite aux deux pays», a spécifié Medelci. Le ministre tunisien des Affaires étrangères, pour sa part, a soutenu que «la situation sécuritaire nous incite à plus de consultations et de coopération». Pour lui, la sécurité ne concerne pas la seule Tunisie mais l'Algérie également, voire l'ensemble du Maghreb. «On a conclu un accord pour le renforcement de la coopération sécuritaire. Le terrorisme est un phénomène transfrontalier qu'il faut éradiquer le plus rapidement possible.»  
Interrogé sur la nature de cette coopération, Othaman Jarandi s'est limité à dire qu'elle englobera tous les aspects. Ce disant, il a tenu à ferme-

ment démentir officiellement les accusations colportées ces derniers jours à l'encontre de l'Algérie par certains médias. Cela étant, les deux ministres des Affaires étrangères ont, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité d'une synergie maghrébine pour lutter contre le terrorisme.  
La visite la veille du Premier ministre libyen, Ali Zidane, s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de ce que Medelci a appelé la coopération sécuritaire triangulaire. Elle participe donc de la même motivation que celle qui a amené Othman Jarandi en Algérie : le renforcement de la coopération, y compris en matière de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes dans la région.  
Une lutte à laquelle la Tunisie participe, a affirmé Othman Jarandi, dans le cadre du mécanisme international mis à cet effet. Sur un autre plan, le ministre tunisien des Affaires étrangères a dit ne pas redouter un scénario à l'Égyptienne. «Les deux situations sont totalement différentes. En Tunisie, il y a une troïka au pouvoir, une Assemblée constituante, une Constitution en phase finale d'élaboration et un calendrier électoral.»

S. A. I.

**Medelci prochainement en Irak**

Le ministre des Affaires étrangères a confirmé qu'il se rendra prochainement en Irak pour discuter avec les autorités irakiennes de la question des Algériens emprisonnés là-bas. Il n'a pas précisé de date.

S. A. I.

**TRANSFERTS ILLICITES DE CAPITAUX**  
**Un rapport a été transmis à Bouteflika et à Sellal**

**Un rapport sur les transferts illicites de capitaux, établi conjointement par le ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque d'Algérie, a été transmis au président de la République et au Premier ministre.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -**  
C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des Finances dans un entretien accordé à l'agence nationale de presse, en précisant que ledit rapport est établi et transmis chaque année et retrace les infractions constatées en matière d'infractions à la législation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger.  
Ce rapport, qui fait un inventaire des procès-verbaux dressés par les différents services concernés, rappelle également les conditions de prise en charge des poursuites par les instances judiciaires et présente l'évolution des infractions constatées en nombre et en valeur.

**Les infractions constatées**

Ces infractions concernent la fausse déclaration ; l'inobservation des obligations de déclaration ; le défaut de rapatriement des capitaux ; l'inobservation des procédures prescrites ou des formalités exigées ; le défaut d'autorisations requises ou le non-respect des conditions dont elles sont assorties ; l'achat, la vente, l'exportation ou l'importation de tout moyen de paiement, valeurs mobilières ou titres de créance libellés en monnaie étrangère ; l'exportation et l'importation de tout moyen de paiement, valeurs mobilières ou titres de créance libellés en monnaie nationale ; l'exportation ou l'importation de lingots d'or, de pièces de monnaies en or ou de pierres et métaux précieux.  
Selon Karim Djoudi, «le champ couvert par ces actes est très vaste, ce qui nous amène à mettre en place des méca-

nismes adaptés et coordonnés avec les différentes institutions de l'Etat pour identifier et enrayer ces actes qui sont à l'origine de pertes pour l'économie nationale».  
**220 millions de dollars de délits**  
Ainsi plus de 1 000 procès-verbaux ont été établis et transmis à la justice pour un corps de délit de 17 milliards de dinars, soit un équivalent de 220 millions de dollars.  
Certes, le ministre estime qu'il convient d'évaluer correctement l'évolution de ce phénomène, relevant que «ce dernier chiffre même s'il apparaît important marque néanmoins un net recul de 54% par rapport au niveau enregistré l'exercice précédent».  
**Les moyens d'infraction utilisés**  
Or, les procédés auxquels ont recours les auteurs de ces infractions sont nombreux et variés, indique le ministre qui relève que les auteurs «n'hésitent pas par exemple à chercher à tirer profit de tous les dispositifs mis en place par l'Etat pour préserver le pouvoir d'achat du citoyen, stimuler et soutenir les investissements productifs créateurs de richesses».  
Ainsi, «les moyens couramment utilisés dans ce cadre sont notamment : la surfacturation des importations, les ventes sans factures, les fausses déclarations en douane, le défaut de rapatriement par les agents économiques résidents de leurs recettes en devises, les déclarations minorées sur certaines exportations hors hydrocarbures, etc.», détaille Karim Djoudi.  
De fait, les flux importants d'importation «génèrent une multiplication d'intervenants dans la chaîne du commerce extérieur et, malheureusement, les tentations pour certains intervenants de tirer des avantages indus augmentent également», relève M. Djoudi. Dans ce cadre, un groupe de travail a été mis en place regroupant les services concernés du

Ministère des Finances, la Banque d'Algérie et les banques publiques, indique le ministre. Mission de ce groupe, soumettre des propositions à l'effet de permettre : d'identifier les sources de transfert illicites de capitaux et d'infractions de change ; de lutter de façon plus approfondie contre les sources de transfert illicites de capitaux et d'infractions de change ; sérier les moyens de rationaliser les importations.

**La régulation des importations, l'autre bataille**

Certes, le ministre des Finances a insisté sur la nécessité de «lever toute équivoque concernant les risques d'amalgame entre les transferts effectués dans le cadre d'importations régulières et autres opérations régulièrement autorisées d'une part et les transferts illicites en relation avec des opérations irrégulières, opérées en violation manifeste de la réglementation applicable et constituant des infractions de change selon la loi algérienne, d'autre part». C'est ce genre d'opérations qui, indique-t-il, est sanctionné par l'établissement d'un P-V transmis à la justice pour d'éventuelles suites pénales.  
Pour autant, les structures du ministère des Finances «ont été instruites pour renforcer leur travail de contrôle sur les thèmes suivants : la surfacturation à l'importation, les transferts éventuels au titre des opérations entre entités d'un même groupe, les achats de produits non nécessaires à l'activité ou à la consommation nationale et disponibles sur le marché de la production nationale ainsi que la non-identification des bénéficiaires finaux des produits importés subventionnés et autres...», indique le ministre.  
A ce titre, un groupe de travail qui réunit plusieurs secteurs a été constitué et devrait rendre incessamment ses conclusions sur l'évolution des importations, indique-t-il.

C. B.